



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Ils-ont-dit-reactions-politiques>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Nos dossiers et analyses > Fukushima, la catastrophe nucléaire continue > Archives > **2011 - Ils ont dit : réactions
politiques, institutionnelles et internationales**

11 avril 2011

2011 - Ils ont dit : réactions politiques, institutionnelles et internationales

ACCIDENT NUCLEAIRE JAPON
REACTIONS du 12 mars au 8 avril 2011

- 1 - [GOUVERNEMENT / majorité](#)
- 2 - [POLITIQUES / opposition](#)
- 3 - [Industriels / OMS / AIEA / IRSN / ORGA indépendants](#)
- 4 - [SYNDICATS](#)
- 5 - [INTERNATIONAL](#)
- 6 - [MEDIAS / Associations / divers](#)

1- Gouvernement / Majorité

HENRI GUAINO

12 / 03 - « Je crois que ça devrait plutôt favoriser notre industrie nucléaire par rapport aux industries d'autres pays où la sécurité est passée au peu plus au second plan. » (Marianne 2.fr)

NICOLAS SARKOZY, président de la république

17/03 - Nicolas Sarkozy a indiqué qu'il était prêt à se rendre au Japon à la fin du mois, si les autorités japonaises en étaient d'accord, pour "manifeste la solidarité" de la France et des autres pays des G8 et G20, présidé par la France. "Mais la priorité, ce sont les victimes, c'est la crise, c'est de refroidir ces centrales, c'est de trouver de l'eau pour remplir ces piscines qui n'en ont pas assez, c'est ça la priorité absolue". (Source : Le JDD)

16/03 - (...) Enfin, cet accident nucléaire provoque à travers le monde un certain nombre

d'interrogations sur la sûreté des installations nucléaires et les choix énergétiques. La France a fait le choix de l'énergie nucléaire, qui constitue un élément essentiel de son indépendance énergétique et de la lutte contre les gaz à effet de serre. Ce choix a été indissociable d'un engagement sans faille pour assurer un très haut niveau de sûreté pour nos installations nucléaires. L'excellence technique, la rigueur, l'indépendance et la transparence de notre dispositif de sûreté sont reconnues mondialement. Je demeure aujourd'hui convaincu de la pertinence de ces choix.

Les progrès en matière de sûreté doivent être permanents et nous devons prendre en compte le retour d'expérience des accidents. Les enseignements de l'accident de Fukushima seront tirés, à travers une revue complète des systèmes de sûreté de nos centrales nucléaires.. Ce travail sera rendu public. Le gouvernement s'y engage. En outre, la France apporte son plein soutien à la démarche similaire engagée au niveau européen.

(...) Au-delà, la politique énergétique est un enjeu essentiel du débat public. Au niveau national, le gouvernement doit être à l'écoute de l'ensemble des acteurs et recueillir leurs propositions pour optimiser notre politique énergétique. Au niveau international, la France prendra dans la cadre du G20 l'initiative de réunir dans les prochaines semaines les ministres chargés de l'Energie et de l'Economie, afin d'échanger sur les grandes options énergétiques pour le monde de demain.

DÉCLARATION / CONSEIL DES MINISTRES

15/03 - « Ces événements sont graves, très graves ».

(...) il se tient informé « minute par minute » de la situation au Japon,

(...) *il faut se servir du « retour d'expérience » nippon pour « garantir aux Français que ça ne peut pas se passer chez nous ».*(France Soir.fr)

14/03 - Nicolas Sarkozy a dit lundi devant ses conseillers et quelques responsables UMP réunis à l'Elysée qu'il n'était « évidemment pas question de sortir du nucléaire » pour la France qui a, selon lui, le parc « le plus sécurisé », ont rapporté à l'AFP des participants.

« La France est le pays qui a le secteur nucléaire le plus sécurisé et c'est d'ailleurs pour cela qu'on a perdu des appels d'offres aux Emirats. On était plus cher parce qu'on apportait plus de sécurité », a expliqué le chef de l'Etat.

« Il a ensuite disserté sur l'EPR [centrale nucléaire nouvelle génération] pour dire que "ça résisterait à tous les missiles et que même si un (Boeing) 747 tombait sur le chapeau d'une centrale nouvelle génération, le réacteur résisterait grâce à un système de protection à double coque" »

Puis il a fixé la ligne à tenir : « pas question de sortir du nucléaire, maintien de l'indépendance énergétique de la France, maintien de notre politique de diversification des énergies renouvelables et maintien de notre politique de réduction des consommations d'énergies », selon des participants.

Nicolas Sarkozy a insisté sur la nécessité de « défendre d'une manière générale le savoir-faire français dans le nucléaire comme dans tous les autres domaines », a ajouté un responsable UMP.(AFP lundi 14/03)

ERIC BESSON, Ministre de l'Energie :

20/03 - Il s'est dit convaincu que la France devra à l'avenir "protéger davantage les systèmes de secours" de ses centrales nucléaires, à la lumière des accidents en série survenus au Japon après le séisme et le tsunami. *"Ma conviction profonde c'est que nous allons à l'avenir (...) protéger davantage nos systèmes de secours"* (TV5-RFI-Le Monde)

17/03 - « Je suis surpris et choqué par ces déclarations qui sont de nature à inquiéter nos concitoyens et à jeter le discrédit sur une industrie » - Le commissaire européen à l'Energie, Günther Oettinger, a provoqué une polémique avec Paris en affirmant que les réacteurs nucléaires européens ne sont pas tous à la hauteur des normes de sécurité les plus sévères (AFP)

16/03 - La France ne va désormais "promouvoir à l'exportation que des réacteurs de la future

génération, la plus sûre qui puisse exister" (BFM TV et RMC)

15/03 - "On est sur le chemin d'une catastrophe nucléaire, la situation s'est aggravée (...). Le risque zéro n'existe pas (...). En France, toutes les précautions sont prises dès la conception des centrales (...). Que ceux qui prônent la sortie du nucléaire disent comment ils comptent faire (...), quelles seraient les conséquences économiques pour le pays. On a tout de même l'électricité la moins chère (...). (RTL 15/03)

15/03 - "Oui", a répété à deux reprises M. Besson, interrogé en entrant à midi à Matignon pour savoir si "le scénario du pire" était en cours au Japon.
"C'est pas bon du tout", a commenté Mme Kosciusko-Morizet. (AFP 15/03)

15/03 - Selon lui l'archipel nippon se trouve « sur le chemin » d'une catastrophe nucléaire, évoquant le « scénario du pire » en cours. (Source Le télégramme.com)

14/03- « La situation est préoccupante. On est dans un accident nucléaire grave puisqu'il y a eu des fuites radioactives, mais on n'est pas dans une catastrophe. » (France Inter / lundi 14/0)

14/03 - Sur la question de relancer le débat en France sur la filière nucléaire, il a jugé que celui-ci était « permanent » et « légitime ». « Le nucléaire civil apporte à notre pays, il apporte en termes d'indépendance relative », (Libération.fr 14/03 - Source France Inter)

13/03 - **Eric Besson** a estimé que les attaques des écologistes et leur demande d'arrêt du nucléaire en France étaient "obscurantiste" et "sectaire". (France 2.fr)

13/03- Question sur le référendum : « Je ne suis pas pour sonner le tocsin avant que quelque chose de très important se soit produit. » Dimanche 13/03

13/03 - « la question nucléaire n'est qu'une petite partie, certainement pas la plus importante de ce drame qui a frappé le Japon. »

12/03 - L'accident de Fukushima « n'a rien à voir avec Tchernobyl ». Il faut faire attention « à ne pas sonner un tocsin qui n'existe pas à l'heure où l'on parle ».

FRANCOIS FILLON, premier Ministre :

17/03 - « S'il apparaissait qu'une centrale française présente le moindre risque à l'issue des tests, elle serait fermée » (sur France 2)

15/03 - « Il y a un temps pour chaque chose. Aujourd'hui, c'est le temps du soutien et de la solidarité avec le peuple japonais ». (...) « propos lamentables, déplacés et indignes » de Dominique de Villepin, qui a accusé le gouvernement d'être « dans le déni » sur les questions de sécurité. (France Soir.fr)

13/03 - "La France, impliquée dans le développement de l'énergie nucléaire depuis de nombreuses années, a toujours privilégié le niveau maximum de sécurité dans la construction et l'exploitation de ses installations" (...) "Elle sera attentive à tirer les enseignements utiles des événements japonais" , / communiqué publié à l'issue d'une réunion interministérielle (Source France 2.fr)

12/03 / La France "va tirer les enseignements utiles des évènements japonais". (Matignon réunion ministérielle)

NATHALIE KOSIUSKO-MORIZET, ministre de l'Ecologie

22/03- "Le terme nuage radioactif n'est pas approprié (...) Il pourrait s'agir de traces radioactives extrêmement faibles, les doses n'appellent aucune précaution particulière (...)"

20/03- La France doit-elle démanteler ses centrales nucléaires ?

« Il ne faut pas prendre de décision radicale en pleine crise. La question la plus urgente est la sûreté de nos centrales. Attendons d'avoir le retour des inspections de chaque centrale pour tirer toutes les conclusions. Nous serons transparents. Si les résultats l'exigent, nous pourrions imaginer de ne pas allonger la durée de vie de certaines centrales, par exemple. Pour ma part, je reste persuadée que l'efficacité énergétique doit revenir au cœur du débat.

Doit-on passer par un référendum comme le demandent les Verts ?

« Je suis très ouverte sur le débat qui a déjà commencé. Sur un sujet aussi majeur que le nucléaire, il faut un véritable consensus de la classe politique et des Français. Mais le référendum n'est pas adapté. Le mix énergétique et la consommation d'énergie font partie du débat, mais seraient érudés dans le cadre d'un référendum. À un an de l'élection présidentielle, il serait forcément instrumentalisé à des fins politiques. Et là, ce n'est pas utile puisque le nucléaire sera de toute façon un enjeu de 2012 » (Le JDD.fr)

16/03- "Il pourrait y avoir des retombées radioactives dans l'hémisphère nord et en petite partie en France, mais sans risque sanitaire". (Audition Assemblée nationale après-midi)

16/03- "Le scénario du pire est possible et même probable autour de la centrale de Fukushima". (...) "il y a un risque de déconfinement sur le réacteur 2 et probablement sur le réacteur 3. Il y a aussi un risque de dénoyage des réacteurs qui devraient être immergés dans des piscines de combustibles usés qui ne le sont plus." Conseil des ministres (Source Le Télégramme.com)

16/03- Un référendum et un débat national sur le nucléaire ne sont pas "pas dans le tempo", "l'urgence est de faire face à cette crise aux côtés des Japonais" au vu de l'accident en cours à Fukushima. "On a une crise en cours (...). Peut-être que l'urgence n'est pas de se concentrer sur un débat national" (i-Télé et Radio classique)

15/03- Les deux ministres (Besson et NKM) ont participé à une réunion « sur la situation au Japon » de près d'une heure autour du Premier ministre, François Fillon. A sa sortie, vers 13h30, la ministre de l'Ecologie -la seule à prononcer quelques mots -, a réaffirmé son « inquiétude », sans autre commentaire. (Source Les Echos 15/03)

15/03 - "Oui", a répété à deux reprises M. Besson, interrogé en entrant à Matignon pour savoir si "le scénario du pire" était en cours au Japon.

"C'est pas bon du tout", a commenté Mme Kosciusko-Morizet. (AFP 15/03)

15/03 - La ministre de l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet a indiqué aujourd'hui sur RMC qu'une "réunion de crise" sur le nucléaire aurait lieu "dès que possible", alors qu'est relancé dans le monde le débat sur l'atome civil après la catastrophe survenue au Japon. (RMC 15/03/2011)

14/03 - "Nous comprenons les angoisses et les questions que se pose l'opinion publique et nous devons tirer les conséquences de cet accident", a-t-elle assuré. "Nous devons notamment savoir si le nucléaire est ou n'est pas une énergie maîtrisable", a-t-elle dit.

"Il faut éviter de tomber dans l'emballement au niveau de l'UE alors que nous n'avons pas tous les éléments d'informations sur cette crise", a averti Nathalie Kosciusko-Morizet. "Toutes les questions sont très légitimes, mais il faudra attendre quelques jours pour pouvoir les traiter", a-t-elle estimé. (Le Point.fr 14/03)

14/03 - « Je ne crois pas qu'on puisse et qu'on doive se passer du nucléaire qui est une énergie décarbonée qui, quand on maîtrise reste une bonne énergie », a déclaré la ministre de l'Ecologie sur Europe 1. (20 minutes 15/03)

14/03 - La ministre de l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet a assuré aujourd'hui que les centrales françaises sont préparées à faire face aux catastrophes naturelles les plus graves intervenues pendant le dernier millénaire, et qu'une mise à niveau était effectuée "tous les dix ans".

Citant particulièrement la *centrale de Fessenheim*, la ministre a indiqué sur Europe 1 que la centrale avait été conçue pour résister à un séisme d'une puissance de 6,7, supérieur donc à celui de 1356 à Bâle, estimé à 6,2. Elle a rappelé que la centrale était en "en révision décennale" et que la décision de l'arrêter ou non devait être prise "dans les semaines qui viennent". Elle a relevé aussi que le Japon avait "une culture de la discrétion", alors que la France "a pas mal évolué après la catastrophe de Tchernobyl". "Elle s'est dotée d'une autorité de sûreté indépendante, garante de la transparence", alors qu'au Japon "il n'y a pas eu encore la même évolution en matière de transparence", a-t-elle déclaré. (Le figaro.fr)

14/03 - (...) Elle a fait valoir aussi, en réponse aux inquiétudes des écologistes, qu'"on ne peut pas fournir tout un pays en électricité uniquement avec des énergies renouvelables", et qu'il serait de toute façon "impossible de faire la bascule du jour au lendemain". (Le Parisien)

14/03 - Nathalie Kosciusko-Morizet ne cache plus son inquiétude quant à la situation au Japon. "Les dernières informations que nous avons sont extrêmement inquiétantes. On a toujours dit qu'il y avait deux scénarios, le scénario d'accident nucléaire très grave mais limité à l'intérieur de l'enceinte de confinement. Et un scénario dans lequel l'enceinte de confinement était endommagée. Or ce matin [mardi] les informations qui reviennent du Japon c'est que l'enceinte de confinement du réacteur numéro 2 serait endommagée", a expliqué la ministre de l'Ecologie. Qui a accepté de parler d'une catastrophe nucléaire. "Si le scénario est avéré, c'est une catastrophe", a-t-elle reconnu au micro d'Europe 1. (Europe 1)

14/03 - « La France a activé 163 balises, dans l'hexagone et dans les départements d'outre-mer, pour suivre l'évolution de la contamination radioactive » (AFP)

13/03 - La ministre de l'Ecologie **Nathalie Kosciusko-Morizet** a souligné qu'une analyse des événements au Japon serait effectuée par les autorités françaises, comme à chaque fois qu'un accident se produit. Excluant une volte-face de la France sur le nucléaire, qui est "une bonne énergie", elle a jugé déplacées les critiques émises par les anti-nucléaires dans les circonstances actuelles. (FRANCE 2 / France2.fr)

12/03 - « Aujourd'hui ont été relâchées dans l'environnement des émanations de vapeurs faiblement radioactives qui, au moment où nous parlons, ne semblent pas devoir être dangereuses pour les Japonais eux-mêmes et donc forcément pas dans les territoires d'outre-mer ». Elle reconnaît toutefois ne pas disposer « de toutes les informations complètes pour avoir une vision d'ensemble de la situation ». (Source Libération.fr).

XAVIER BERTRAND, ministre de la Santé

14/03 - Interrogé sur RMC, Xavier Bertrand souligne que le Japon est « un endroit de la planète qui est plus sujet aux séismes que chez nous (...). On essaie aujourd'hui de nous comparer au Japon, on a le droit de raison garder quand même (...). Certains responsables politiques écologistes n'ont pas besoin de verser dans l'exagération, dans la surenchère. Tout de suite il nous faut un débat. Hé, du calme ! ». « Dire que demain ça peut se passer en France, non » « Quand je vois tous les écologistes qui aussitôt disent "regardez, il faut tout arrêter, il faut sortir du nucléaire" (...). On n'est pas obligés d'en faire aussitôt un débat franco-français (...). Quand vous avez un drame comme celui qui est en train de se produire, il faudrait être fou pour dire que ça ne nous concerne pas, mais de là à dire que (...) demain ça peut se passer en France, non. Je crois qu'on a le droit en politique de faire preuve de responsabilité. On dit "tout de suite un référendum", ah bon ? Parce qu'on saura faire la part de l'émotion, de la démagogie de certains, et du besoin de pédagogie ? Vous savez bien que c'est pas possible ». (Bourdin Direct / RMC.fr)

JEAN FRANCOIS COPE, chef de file de l'UMP

13/03 - « Je trouve bizarre que dans une tragédie qui engage l'esprit de solidarité du monde entier, la première conséquence soit une polémique franco-française. Avant même d'être en urgence nucléaire,

le Japon est en état d'urgence tout court. Le monde entier est bouleversé par les images que nous avons vues ces derniers jours. La solidarité doit jouer à plein. S'agissant du nucléaire, je ne crois pas utile de commenter à chaud des événements dont on ne connaît pas encore l'ampleur. Au lieu d'agiter des chiffons rouges, ou verts, en l'occurrence, continuons de travailler, comme nous l'avons toujours fait, à la sûreté de nos installations. »

Pour vous, la remise en cause du nucléaire est impossible ?

« 85 % de notre énergie en provient. Des choix stratégiques comme ceux-là ne peuvent être remis en cause à la faveur d'un moment d'actualité aussi tragique. Quel serait le choix alternatif alors que le prix du pétrole flambe ? » DIMANCHE SOIR POLITIQUE - France Inter/"Le Monde"/iTélé avec Dailymotion (Source Le Monde .fr 14/03)

ALAIN JUPPE, ministre des Affaires étrangères

14/03 - *"La situation est extrêmement grave. Nous avons eu hier soir à Paris un entretien avec le ministre japonais (des Affaires étrangères, Takeaki Matsumoto), qui nous a donné toutes les informations dont il dispose. Le risque est donc extrêmement élevé"* (Europe 1)

FRANCOIS BAROIN, porte parole du gvt

14/03 - (...) a jugé *« normal »*, mardi matin, de *« répondre aux inquiétudes »*, de *« tirer les retours de l'expérience japonaise qui sera précieuse pour le monde entier »*, mais a appelé à ne pas *« faire de la politique politicienne à quelques encablures des cantonales pour rivaliser avec le Parti socialiste et essayer de faire des gains électoraux et remettre en cause tout simplement notre autonomie énergétique »*

« Soyons un peu sérieux et prenons un peu de recul par rapport à ce débat » il n'y a *« pas besoin de référendum, de consultation référendaire »* *« Il y a une élection présidentielle l'année prochaine : ceux qui sont contre (le nucléaire) le diront, ceux qui sont pour le diront et les Français choisiront »* (Source Les Echos du 15/03)

16/03 - *« "Je ne fais que retranscrire avec modestie, n'étant pas un technicien de ces matières, mais avec fidélité les propos de Mme Kosciusko-Morizet qui a évoqué en effet un scénario parmi les pires". "Dans le pire des scénarios, c'est évidemment un impact supérieur à Tchernobyl", »* (Source Le Figaro.fr)

CHRISTIAN JACOB, patron des députés UMP

15/03 - *« Les déclarations de celles et ceux qui profitent d'une telle émotion pour essayer de pousser leurs pions politiques sont petites et irresponsables »*,



2 - POLITIQUES / opposition

AURELIE FILIPPETTI secrétaire nationale PS à l'Energie

06/04 - Elle a jugé *"absolument pas satisfaisant"* le passage du projet socialiste sur le nucléaire, ajoutant que des amendements avaient été soumis au parti avant l'adoption du projet en conseil national (parlement) samedi. Pour le moment, le texte n'est absolument pas satisfaisant". *"Il faut le rendre cohérent avec ce qu'a dit Martine Aubry sur une sortie progressive du nucléaire, et compatible*

avec la demande du groupe des députés PS sur un moratoire sur la construction de nouvelles centrales". "Il faut qu'il y ait un vrai débat démocratique au PS sur le sujet. On ne peut pas laisser confisquer un sujet aussi sérieux", a déclaré Mme Filippetti, pour qui "on sent bien que quelque chose a changé dans l'opinion après le choc de Fukushima".

GUILLAUME BACHELAY, secrétaire nationale PS à l'Industrie du PS

06/04 - Je vais essayer de vous montrer que le Parti socialiste est bel et bien devenu social-écologique. Le débat sur le nucléaire s'inscrit dans le modèle énergétique que nous voulons pour la France et pour l'Europe. Il passe d'abord par l'efficacité énergétique : la première énergie économisée, c'est celle qui n'est pas consommée. C'est pourquoi nous proposons, par exemple, de taxer les super-profits des grands groupes pétroliers pour financer des audits thermiques dans les logements, des aides à l'isolation, le développement des énergies renouvelables. Ce nouveau modèle énergétique, en même temps, impose de diversifier nos sources de production. Nous voulons sortir de la double dépendance au nucléaire et au pétrole. Martine Aubry, pour sa part - et nous sommes nombreux à être d'accord avec elle -, a parlé de sortir du tout-nucléaire. Bien sûr, cela ne pourra pas se faire du jour au lendemain. 75 % de l'électricité en France est d'origine nucléaire, et nous sommes en retard, faute d'investissements depuis dix ans, pour les énergies renouvelables. Concrètement, notre stratégie concernant le nucléaire passe par la demande d'un audit contradictoire, indépendant, sous le contrôle du Parlement, des installations existantes. Les centrales qui ne passeront pas l'audit ont vocation à être fermées et reconverties. En ce qui concerne le mix énergétique, nous proposons de réduire la part du nucléaire et d'investir dans les énergies renouvelables sans exclusive : éolien, notamment en mer ; photovoltaïque ; géothermie ; biomasse ; hydrolien, etc. J'ajoute que pour réussir cette conversion énergétique, nous devons penser celle de notre filière nucléaire. Nous la réorienterons vers la reconversion des centrales fermées en France et dans le monde, vers la recherche pour le traitement des déchets - domaine dans lequel la France a tous les atouts pour être la nation leader -, et vers le développement des énergies renouvelables. Si nous voulons des filières industrielles en la matière, nous devons mutualiser et renforcer les filiales existantes, qui sont un socle et que développent aujourd'hui les entreprises du nucléaire. Un dernier point, décisif à mes yeux - c'est un élu de Haute-Normandie, où des installations nucléaires sont présentes, qui le dit -, en 2012, le gouvernement de la gauche devra assurer la maîtrise publique à 100 % des activités de maintenance dans les centrales. On ne saurait confier de tels enjeux de sécurité environnementale et humaine à des entreprises dont l'objectif est d'assurer un taux de retour sur investissements maximal à court terme à leurs actionnaires. (LEMONDE.fr)

HUBERT VEDRINE, ancien ministre des Affaires Etrangères de Lionel Jospin, PS

21/03 - « Les japonais évaluent ce qui s'est passé (...) TEPCO a toujours été rebelle à tous contrôles, à toutes inspections... ce n'est pas un accident nucléaire ... C'est un accident géologique, avec des conséquences sur les centrales sous-estimées à l'époque de leur construction. Il y a beaucoup de réactions émotives, c'est normal, il faut attendre les évaluations complètes (...) Même si on fait d'énormes économies d'énergie, même si on accélère encore les ENR, le nucléaire ne fait pas de CO2. Ceux qui veulent en sortir pour des raisons électorales, comme l'Allemagne ils vont tous faire du CO2 en recourant à la lignite, au pétrole... On ne peut pas passer d'une émotion à l'autre, au moment de la conférence de Copenhague on trouvait épouvantable de ne pas pouvoir stopper la production de CO2. On va s'apercevoir qu'on ne peut pas s'en passer pendant encore très longtemps même si il faut préparer les conditions pour s'en passer cela prendra de décennies. On va faire des centrales beaucoup + chères, plus sûres... Il restera la question du contrôle, il faudra un contrôle international (France culture 25/03)

MARTINE AUBRY, première secrétaire du PS

06/04 - "C'est un débat entre ceux qui privilégient l'idée que le nucléaire est un élément de notre indépendance, une énergie par ailleurs moins polluante, et les autres qui ont mis en avant l'idée qu'il fallait passer à des énergies durables". "Aujourd'hui, ce débat continue. Il y a une position que nous

avons unanimement actée en sachant que certains, dont je suis, estiment qu'il faut aller plus loin" (...) "Personnellement, je pense qu'il faudra sortir du nucléaire et je le redis", a déclaré Mme Aubry. Elle a rappelé la position actuelle sur laquelle s'était mis d'accord le parti : "d'abord un audit sécurité des centrales les plus anciennes. Deuxièmement, nous voulons sortir de la dépendance du nucléaire en renversant le plus rapidement possible le mix énergétique et en mettant en place des filières industrielles" post nucléaires, réorienter la filière sur le démantèlement des centrales et l'enfouissement des déchets. Le débat sur le nucléaire est "autant philosophique que politique et technique" "Je ne sais pas, et personne ne sait combien de temps il faudra pour lancer ces filières du renouvelable" . AFP (Conf de presse présentation du programme du PS « Le changement »)

29/03/2011 - D'abord, à court terme, le PS a demandé un véritable audit, aux experts, transparence, en commençant sur les vieilles centrales comme Fessenheim... Ensuite, que va t'on faire ? Il y aura un avant et un après Fukushima (...) La France doit passer très vite à un autre mix énergétique intégrant les ENR, faire monter le photovoltaïque (...) Le nucléaire est une énergie dangereuse, de l'autre côté le nucléaire est la moins ennuyeuse pour combattre le réchauffement climatique (...). Nous devons encore en débattre au sein du Parti socialiste. Je fais partie de ceux qui sont le + avancé sur la question (...). Il faut travailler à comment démanteler les centrales, comment enfouir les déchets nucléaires, ces questions ne sont pas traitées (...) il faut un contrôle sur le nucléaire - France Inter

21/03 - « Il y a deux temps. Le premier temps c'est de dire que ce qui s'est passé au Japon, ça change tout. Et la première chose à faire c'est de faire un audit sur les centrales françaises, les 58 réacteurs... pour regarder notamment Fessenheim, la plus ancienne d'entre elles... pour aller aussi regarder les conditions d'approvisionnement, pour aller regarder qui s'en occupe, qui soutraite, qui travaille, les conditions de maintenance... et notamment de regarder celles qui sont construites à proximité de zones inondables ou de zones sismiques. Donc un audit.

Et nous nous avons dit, il ne suffit pas de nous dire on va faire les contrôles habituels, il faut aller plus loin, il faut du contradictoire. Il faut, s'il y a un problème de sécurité à court terme, ne pas hésiter à fermer les réacteurs.

[Le deuxième temps]... dès le premier jour, nous avons dit immédiatement : moratoire, on continue pas à avancer. Et nous avons dit : il faut véritablement baisser le nucléaire, rentrer dans ce schéma de baisser le nucléaire.

Jean-Michel Apathie : est-ce qu'il faut sortir du nucléaire ?

Je crois qu'il faut sortir du nucléaire mais...

Quand on parle de referendum, quelle question on pose aux français ?

Jean-Michel Apathie : Voulez-vous sortir du nucléaire ?

(...) Oui, mais, attendez, il faut être raisonnables : 75 % de l'électricité française aujourd'hui, c'est le nucléaire. Vous allez pas dire du jour au lendemain aux gens vous allez vivre avec la bougie. (...)

Nous, nous disons effectivement il faut aller vers une sortie, il faut y aller. Ca va être 20 ou 30 ans, même les Verts disent 30 ans, au moins. C'est pour ça que... pas de précipitation, il vaut mieux prendre les choses correctement.

Pendant ce temps, il faut accroître la part des énergies renouvelables, notamment. Et notamment, on avait hurlés tous ensemble lorsque le président de la République a abandonné la filière photovoltaïque il y a quelques mois, qui pose d'ailleurs un véritable problème à ceux qui ont investi. Il faut transférer ça vers les nouvelles énergies.

Et moi je vais même plus loin... parce c'est vrai qu'il y a, chez nous, beaucoup de gens qui pensent : ce sont des emplois, c'est une force. Il y a, en France, véritablement une filière du nucléaire avec des compétences. Et moi je dis il faut que cette filière transfère ses compétences vers l'enfouissement des déchets, vers le démantèlement des centrales, et ça, ça se prépare et ça se travaille.

Donc ça mérite mieux qu'un débat un peu démagogique : je sors tout de suite parce que moi je suis courageux, en revanche, et je suis totalement d'accord avec vous, avec ce qui s'est passé à Fukushima, ça ne peut pas être comme avant, et nous devons immédiatement rentrer dans cette transition énergétique.

Voyez que notre position, elle est claire, mais Il faut pas que nous soyons comme Nicolas Sarkozy, y'a un violeur récidiviste je fais une loi, y'a des mômes dans un bas d'immeuble je fais une loi. Il faut prendre les choses sérieusement.

Michel Denisot : ce sera dans votre programme électoral ?

Oui, bien évidemment.

Michel Denisot : Donc vous serez candidate ?

Oui oui bien évidemment... oui dans le programme du Parti Socialiste, bien évidemment. (Canal + Grand Journal)

14/03- (...) elle demande un audit des centrales nucléaires françaises, interrogée sur les exigences des Verts sur un référendum sur l'énergie nucléaire en France. « *Il faut regarder les problèmes de sécurité et penser les problèmes énergétiques autrement que ne le fait le gouvernement qui vient d'abandonner le photovoltaïque* » (Libération.fr 14/03)

14/03 - "*Il faut qu'il y ait un audit de l'ensemble des centrales nucléaires, notamment des plus anciennes —je pense à Fessenheim (Haut-Rhin)— et après, un débat peut s'ouvrir*". (...) "*Il faut regarder les problèmes de sécurité et penser les problèmes énergétiques autrement que ne le fait le gouvernement qui vient d'abandonner le photovoltaïque*" (LCP Assemblée nationale - 14/03)

JEAN MARC AYRAULT, président du groupe socialiste à l'AN

16/03 - (Assemblée nationale) - *Nous devons éviter toute polémique (...) Nos compatriotes s'interrogent, une catastrophe nucléaire est-elle possible dans notre pays ? (...) mais le maintien de la confiance repose (...) d'abord sur la transparence,*

(...) nous souhaitons que le rapport Roussely, actuellement classé secret défense soit immédiatement rendu public (...) La sécurité du nucléaire passe à 100% par le service public. (...)

Nous demandons de revoir l'autorisation d'implantation du réacteur ATMEA qui ne satisfait pas ces conditions (...)

Dans l'attente du retour d'expérience de la crise nucléaire japonaise, nous demandons un moratoire sur le développement de capacité nucléaire supplémentaire en France (...) un audit public sur la sécurité toutes les centrales françaises et l'allongement de leur durée de vie (...)

Nous demandons un grand débat national sur la politique énergétique.

Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national chargé des questions internationales et européennes au Parti socialiste,

19/03 -La gauche allemande et autrichienne veut un référendum en Europe

" Nous n'avons pas été prévenus par nos amis allemands de cette initiative. ". (...) " Dans l'état actuel de la proposition de référendum des sociaux-démocrates allemands et autrichiens, le PS ne peut se prononcer, ajoute le député de Paris. Nous devons attendre la formulation exacte de la question qui serait posée aux Européens. "

Une telle initiative relève d'une discussion au sein du Parti socialiste européen à laquelle les socialistes français sont prêts. Leur position actuelle est claire : "*Nous n'échapperons pas à une telle discussion, explique le secrétaire national. Nous n'échapperons pas non plus à une évolution de notre position sur le nucléaire. Mais on ne peut pas fermer la filière nucléaire tant que d'autres filières n'auront pas été créées pour la remplacer. "* (Frédéric Lemaître (avec Olivier Schmitt à Paris © Le Monde)

FRANCOIS HOLLANDE (PS)

18/03 - "*Le point le plus difficile avec les écolos sera le nucléaire*" car "*un candidat socialiste (à la présidentielle) ne peut prétendre sortir du nucléaire*". Même s'il faut renforcer la diversification des sources d'énergie et la sécurité du parc nucléaire, abandonner une industrie "*où on est sans doute les*

meilleurs", serait "ni économiquement sérieux, ni écologiquement protecteur, ni socialement rassurant", (...) évoquant pertes d'emplois, bilan carbone et augmentation du prix de l'électricité. (© 2011 AFP)

LAURENT FABIUS, ancien Premier ministre socialiste ; député de Seine-Maritime.

18/03 - "On ne peut pas faire une confiance aveugle au nucléaire, on ne peut pas du jour au lendemain passer du nucléaire à l'absence de nucléaire mais il faut une baisse progressive". Il a prôné en premier lieu "un réexamen général de l'état de toutes nos centrales et des conditions de sécurité, ce qui devrait conduire en particulier pour Fessenheim à aller vers la fermeture". "A plus long terme", "il faut une baisse progressive de la part du nucléaire et un développement des énergies renouvelables". (...) "Toutes les catastrophes nucléaires sont des catastrophes mondiales, donc il faut absolument qu'on passe à une organisation, à un contrôle mondial du nucléaire » (Europe 1)

Laurence Rossignol, secrétaire nationale à l'environnement du PS

17/03 - *Le PS n'est pas le prolongement des mouvements antinucléaires*
Le Parti socialiste - et personne ne peut feindre de le découvrir aujourd'hui - a fortiori ses élus, n'est pas, à la différence d'Europe Ecologie - Les Verts, le prolongement politique des mouvements antinucléaires des années 70. Des sensibilités plus ou moins favorables au nucléaire y cohabitent depuis toujours. Mais on ne peut comprendre cette diversité si on ignore la spécificité de notre pays : en France, le nucléaire n'est pas qu'une source d'énergie, il est aussi un fleuron industriel, des technologies et des compétences. Penser notre avenir énergétique c'est aussi penser l'avenir de notre industrie nucléaire.
Le Parti socialiste a réagi vite et clairement. D'abord en demandant un audit de notre parc nucléaire, auquel le Premier ministre n'a que très partiellement donné suite. S'il s'agit de refaire les mêmes contrôles que ceux déjà régulièrement réalisés, cet audit est une mystification.
Nous demandons clairement qu'il soit contradictoire en intégrant la pluralité des points de vue, porte sur l'état de la maintenance et de la sous-traitance et réévalue les risques sismiques et naturels au regard des effets du dérèglement climatique.

Moins d'énergie nucléaire, plus d'énergie renouvelable

Ensuite - et les lignes bougent -, en se situant dans un horizon de réduction de la part du nucléaire dans notre bouquet énergétique, nous complétons, en allant plus loin, la demande de moratoire sur les capacités nouvelles. La survalorisation du nucléaire a conduit à une surconsommation structurelle d'électricité et l'énergie nucléaire qui n'est pas une énergie durable doit être réduite, par la sobriété et le développement massif des énergies renouvelables.
Enfin, et ainsi toute ambiguïté devrait être levée, le Parti socialiste a, dans le même temps indiqué que l'avenir de nos industries compétentes dans le secteur énergétique devait se tourner désormais vers le traitement des déchets, le démantèlement des centrales (et on peut imaginer qu'après Fukushima, il y aura des commandes) et les filières des énergies renouvelables.
Il ne s'agit pas tant de sortir d'une période que d'entrer dans une autre : celle de la transition énergétique qui nous doit conduire vers un monde dans lequel la satisfaction de nos besoins énergétiques ne dépendra plus ni du pétrole ni du nucléaire. (Tribune sur Rue 89 - Site internet du PS)

AURELIE FILIPETTI, députée et secrétaire nationale du PS à l'Energie

16/03 - Elle appelle les socialistes à « une prise de conscience » et à « enfin changer de doctrine ». (Libe.fr - 16/03)
16/03 - "Je déplore que le Bureau national soit hier soir revenu en arrière sur la proposition de moratoire sur les nouvelles installations nucléaires, sur la prolongation de la durée de vie des

centrales, sur la stratégie exportatrice du nucléaire français et sur l'ouverture d'un vaste débat national qui avait été exprimée par Jean-Marc Ayrault".

"J'appelle mes amis socialistes à une prise de conscience. Il n'y a aucune indécence à poser la question du risque : s'interroger sur les leçons à tirer n'empêche nullement de ressentir une émotion et une compassion profondes envers le peuple japonais", souligne l'ancienne élue écologiste. Selon elle, le PS "doit enfin changer de doctrine en matière de risque nucléaire et sortir d'une vision dépassée".

"Il a trop longtemps sous-traité les questions environnementales aux écologistes. Il est désormais temps de faire la preuve que nous savons travailler ensemble non seulement sur des accords électoraux et des répartitions de postes mais aussi sur la construction responsable d'un avenir énergétique et industriel pour notre pays".

"On ne saurait reprocher à ceux qui ont toujours lutté contre le risque nucléaire de manifester aujourd'hui avec une acuité accrue leur inquiétude" (...) "d'un point de vue politique, cela doit être le moment d'une nouvelle page à écrire entre le Parti socialiste et les écologistes".

"Montrons aux Français que la gauche socialiste et écologiste sait travailler main dans la main sur des sujets aussi majeurs à l'heure d'une crise inédite". (Source AFP)

SEGOLENE ROYAL : présidente PS de la région Poitou-Charentes

15/03 - La, Ségolène Royal, appelle à respecter "un délai de décence et de respect" face à la catastrophe au Japon, critiquant ceux qui "s'agitent" en France à l'approche des cantonales notamment pour réclamer un référendum sur le nucléaire. "J'espère que ce n'est pas l'approche des élections cantonales qui explique que tout d'un coup tout le monde s'agite pour réclamer des référendums, pour faire ceci, pour faire cela" (France Bleu)

Najat Vallaud-Belkacem, proche de Ségolène Royal, regrette que le débat ait lieu si tôt : "Il y a une forme d'indécence à politiser aussi rapidement ce qui est d'abord une catastrophe humaine. Les Japonais pleurent leurs morts, faisons d'abord preuve de solidarité. Le moment viendra ensuite de demander des comptes au gouvernement et de lui réclamer les règles minimales de transparence en la matière. (Le Monde.fr)

BENOIT HAMON, porte-parole du PS

14/03 - déclare que les socialistes ne sont « pas favorables aujourd'hui à un abandon du nucléaire », soulignant que l'objectif est de réduire la part de cette énergie et d'augmenter celle des énergies renouvelables. « Nous voulons avoir un diagnostic précis du parc nucléaire français, après nous prendrons les décisions sur la politique énergétique », a-t-il déclaré. « Ce sera un vrai sujet de réflexion avec nos partenaires écologistes », qui eux réclament un référendum sur le nucléaire en France. (Libération.fr)

14/03 - Benoît Hamon n'a pas rebondi sur l'idée d'un référendum, mais a plaidé pour un "état des lieux du parc nucléaire français". "Certaines [centrales] sont vieillissantes, certaines sont en sous-capacité", certaines, comme Fessenheim, "sont situées sur des failles", a expliqué le porte-parole du PS, esquivant la question directe d'un référendum. "Nous devons apprendre de ce qui se passe au Japon. Nous devons apprendre de ce qui s'est passé d'imprévisible", a toutefois argumenté Benoît Hamon. Le PS serait-il prêt à changer de position et à sortir du nucléaire ? "En tout cas, on ne peut pas sortir du nucléaire du jour au lendemain... Mais nous devons avoir d'ici vingt ou trente ans, un mix énergétique fondé sur la sobriété et les renouvelables, dans lequel la part du nucléaire a vocation à diminuer" (RTL)

Bernard Perret, membre du Conseil général de l'environnement et du développement durable ainsi que du think tank Terra Nova proche du PS

17/03 - « Peut-on dire que le nucléaire est un moindre mal écologique ?

« Je le pense, même si je le dis avec une certaine prudence, bien sûr. Car ce qui se passe est

inquiétant, c'est certain. Malgré tout, c'est un risque qu'on est capable de maîtriser, moyennant beaucoup de précautions et d'investissements en matière de sécurité. Alors qu'à l'inverse on sait avec certitude que continuer à produire des énergies fossiles est une voie sans issue. Entre une voie sans issue et une voie risquée... il vaut mieux faire le choix du risque. Reste qu'il ne faut pas oublier bien sûr l'autre élément de solution : les économies d'énergie. (Par Pauline de Saint Remy. Le point.fr)

JEAN LUC MELANCHON, parti de Gauche

17/03 - « *Nicolas Sarkozy [qui] ne prend pas la mesure de la catastrophe en cours et de ses conséquences* ». « *La France ne peut se croire dispensée de réfléchir et d'agir alors qu'elle compte davantage de centrales nucléaires que le Japon* » (Communiqué)

Question parlementaire adressée à la Commission européenne, il fustige l'« *attitude de déni dans laquelle s'enferment certains de nos gouvernants qui voudraient que tout continue comme avant* ». Source Lyon Info

15/03 - *Sortir du nucléaire est un impératif. Cela demandera du temps. Raison de plus pour ne pas retarder les décisions.* »

NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) - communiqué

15/03 - Chaque jour fait monter d'un cran la crainte d'être confronté à une catastrophe nucléaire. Le tremblement de terre puis le tsunami ont eu des conséquences terribles au niveau humain, et ont provoqué des réactions catastrophique en chaine dans la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, installée sur la côte nord-est. Les difficultés de refroidissement ont entraîné des explosions dans trois réacteurs avec rejet dans l'atmosphère de substances radioactives qui se répandent aujourd'hui sur un large secteur du territoire japonais. Le même problème de refroidissement se pose pour les barres d'uranium entreposées dans une piscine et une fusion de réacteur est à craindre. L'exigence de la transparence pour disposer de toutes les informations sur la situation réelle au Japon est indispensable pour la population japonaise, la première concernée, mais aussi pour l'ensemble des pays. Ces graves événements remettent brutalement au centre de l'actualité dans les pays nucléarisés la question de la sûreté du nucléaire pour les travailleurs de toute la filière et pour la population.

Des questions se posent ou se reposent quant à l'avenir de nos sociétés mis en danger par les choix énergétique de nos gouvernements successifs de droite comme de gauche depuis plusieurs décennies. Nous devons rompre avec ces politiques à la solde des multinationales de l'énergie, pour prendre en compte l'exigence de sûreté pour la vie des populations. C'est un droit fondamental qu'il faut respecter. Ce n'est donc nullement indécent aujourd'hui de poser la nécessité de sortir du nucléaire tout en assurant la reconversion de la filière et de ses salariés, de stopper tous les projets en cours, de fermer les centrales qui atteignent ou vont avoir 30 ans de fonctionnement, de mettre les moyens pour développer les énergies alternatives, renouvelables qui, à investissement égal, offrent des capacités de production supérieures au nucléaires tout en créant de nombreux emplois. (...)

François BROTTE, 1er vice-président du groupe SRC et co-président du groupe Energies

16/03 - (AUDITION Assemblée nationale après-midi)

Questions « *On a le sentiment d'un risque connu mais que le risque a été sous-évalué. Comment après autant d'études et de pratiques dans ce domaine on a pu faire l'impasse sur cela ? Qui vous alimente au niveau informations, plusieurs versions circulent, des informations contradictoires circulent ? (...) Le confinement, vous dites que 20km c'est suffisant, mais quelles sont les conséquences pour les populations ? Le bruit circule en France que les risques sismiques auraient*

sous-évalué dans notre pays, (...) l'ASN doit nous dire aujourd'hui ce qu'il en est exactement (...)

DOMINIQUE DE VILLEPIN : ancien premier ministre

15/03 - *Le gouvernement a réagi comme souvent les gouvernements, c'est-à-dire qu'il est dans le déni*", a déclaré Dominique de Villepin sur France 2. Selon lui, l'exécutif devrait au contraire réagir "en se posant les bonnes questions, en mettant les choses sur la place publique, en faisant preuve de transparence". Il faut *"une analyse et une évaluation de la sécurité de nos centrales qui, à mon sens, n'est pas suffisamment complète et qui doit être renouvelée à la lumière de ce qui vient de se passer au Japon"*. *"Faisons en sorte d'élever nos seuils de protection, d'élever les garanties qui sont demandées pour véritablement prendre en compte tous les risques possibles"*. L'ancien chef du gouvernement a notamment proposé l'organisation d'"une conférence internationale sur la sécurité nucléaire à Paris" et le lancement d'un "Grenelle de l'énergie" permettant de *"mettre sur la table tous les éléments de notre politique énergétique"*. *"Nous pouvons imaginer par exemple de passer de 80% de la production électrique" par le nucléaire "à une perspective de 50%"*. France 2 (AFP 15/03/2011)

BERNARD KOUCHNER, ancien ministre des Affaires étrangères

15/03 - Devant la catastrophe nucléaire au Japon, "nous sommes tous des Japonais", *"Mais non, on ne sort pas du nucléaire demain. Voyons, c'est ridicule !" (...)* "Ça veut dire qu'on n'aura pas d'électricité, on ne pourra plus vivre. Plus de 75 % de l'électricité produite en France est d'origine nucléaire. *"Nous devons réfléchir, penser à l'avenir, les énergies renouvelables sont plutôt bien envisagées et recherchées dans notre pays, il faut faire les deux."*

(...) Il faut absolument ne pas brader l'ensemble des progrès scientifiques sous le bon prétexte qu'il faut absolument réinspecter" le parc nucléaire français. *"Il ne faut pas être pour ou contre" le nucléaire, "il faut savoir d'abord comment ça marche, quelles sont les perspectives, quels sont les progrès, quelle serait la sécurité"* afin que "les gens ne vivent pas dans la peur parce qu'il y a méconnaissance". Source AFP (Europe 1)

NICOLAS HULOT

16 /03 - *"Mon sentiment, mais je dirais même ma conviction, c'est qu'il faut sortir du nucléaire"*.

15/03 - *On est complètement dépassés par les événements" - "Il faut, a minima, un débat national. Ou un référendum."* (France Inter)

FRANCOIS BAYROU, président du MoDem

prône une *« transparence absolue sur les facteurs de risque qui existent sur nos centrales nucléaires »*.

HERVE MORIN, président du Nouveau Centre et ancien ministre de la Défense

14/03 - *« Ne nous précipitons pas pour comparer le Japon et la France, qui n'est pas sur une faille sismique : le nucléaire fait souvent l'objet d'une opposition systématique, mais il a démontré sa fiabilité sur le long terme »*, a-t-il estimé *« à titre personnel »* devant la presse, en marge d'une réunion publique pour les cantonales en Haute-Garonne. (AFP 14/03)

CORINNE LEPAGE :

"Comment comprendre et admettre que le directeur de l'IRSN ait pu affirmer que la radioactivité due à Fukushima n'était pas plus importante que celle qui résultait des essais nucléaires ? Il faut espérer qu'il ne se soit pas trompé... Mais si c'est le cas, peut-il rester à la tête de l'organisation chargée

d'assurer la radioprotection des Français ?"

PIERRE LAURENT, secrétaire national du PCF

« Nous avons un désaccord avec Jean-Luc Mélenchon sur la sortie du nucléaire. Il est pour. Nous, au PCF, nous pensons que la sortie des énergies carbonées nécessite pour la remplacer un "mix" énergétique dans lequel un nucléaire entièrement public et mieux sécurisé va garder encore longtemps une place. »

CLAUDE ALLEGRE ancien ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie
17/03 - "Je voudrais vraiment qu'on remette les choses en place, il n'y a pas pour l'instant au Japon de catastrophe nucléaire, il y a une catastrophe sismique, tragique". Ce qui s'est passé au Japon ne pourra jamais se produire en France, pas de tremblement de terre de cette magnitude, pas de tsunami. (RTL)

EVA JOLY (Europe Ecologie-Les Verts)

14/03 Elle réclame la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) pour des raisons de sécurité. « C'est la plus ancienne centrale et elle est aussi implantée dans une zone sismique », a justifié Eva Joly, ajoutant : « les réalistes c'est nous, les idéologistes sont dans l'autre camp ». (Libération.fr 14/03)

Elle demande : un débat public sur une sortie progressive de la France du nucléaire, à l'image de ce qu'a prévu de faire l'Allemagne. Le nucléaire est « un risque qui n'est pas utile », « il y a d'autres solutions que nous ne prenons pas ». Elle ne pousse pas à ce que les Français soient consultés tout de suite. Elle considère qu'on ne fait pas un référendum dans l'émotion, mais sur la base d'un débat public informé. (Source Julie CHAUVEAU Journaliste)

YVES COCHET, député Europe Ecologie-Les Verts

il a appelé à un référendum sur le nucléaire en France avant la présidentielle de 2012, jugeant que ce serait « une sorte de test » pour voir comment le PS « s'associe » aux écologistes sur cette question. (Libération.fr 14/03)

CECILE DUFLOT Secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts

14/03 - « Il faut sortir du nucléaire bien sûr, décider tout de suite c'est possible », a-t-elle affirmé, rappelant que « ça fait des années que les écologistes demandent deux choses : un vrai débat public sur l'énergie » et ensuite « la possibilité de décider par référendum notamment d'engager la sortie du nucléaire ». Les événements au Japon « renforcent notre détermination ». (Libération.fr 14/03)

DOMINIQUE VOYNET

15/03 - (...) je demande un débat national, mené de façon sérieuse (...) Il faut peser les risques du nucléaires, peut-être est-il temps de reconnaître que les risques sont bien davantage supérieurs que les bienfaits (...). (France inter)

COHN BENDIT, eurodéputé Vert

17/03 - Le Parti socialiste est "aux abonnés absents" alors qu'il devrait "avoir une réaction a minima intelligente (consistant à dire) 'écoutez nous on a toujours soutenu le nucléaire, mais c'est vrai que ce qui se passe nous interroge et on va continuer à discuter'", "Pour moi c'est un problème intellectuel" de voir que le PS "n'arrive pas à comprendre que le Japon nous oblige à repenser".

Il a estimé que faute d'un accord sur le principe d'un référendum sur la question toute entente électorale EELV-PS serait "extrêmement difficile" (RMC et BFM-TV)

14/03 - Cohn-Bendit demande un référendum sur la sortie du nucléaire

« L'homme a cru qu'il pouvait maîtriser totalement la nature. Le Japon montre que ce n'est pas possible. Et qu'on ne vienne pas me dire que le Japon est différent de nous. Ce n'est pas comme Tchernobyl où l'on pouvait prétendre qu'il s'agissait d'un problème technique. Faut-il attendre quelque chose d'horrible en France ou en Europe pour qu'on décide d'en sortir ? », explique au Monde Daniel Cohn-Bendit. « Il n'y a pas de risque zéro. Il faut donc que le programme d'alternative de la gauche lance un grand débat d'un ou deux ans et organiser un référendum sur la sortie du nucléaire et ses modalités. Ce sont les citoyens français qui doivent choisir ».

(...) « la réaction d'Eric Besson [ministre de l'industrie] indiquant qu'il ne s'agissait pas d'un nouveau Tchernobyl est dans la tradition de l'Etat français depuis Tchernobyl. On n'ose pas affronter cette question de manière ouverte et non idéologique »

Propos recueillis par Arnaud Leparmentier / Blogs Le Monde.fr / 13 mars 2011



3 - Industriels / OMS / AIEA/IRSN / ORGA indépendants

ANNE LAUVERGEON / AREVA

16/03 - « Nous sommes dans une catastrophe l'urgence est absolue. Il faut trouver tous les moyens pour amener de l'eau pour refroidir les réacteurs et les piscines. » Si Areva n'a pas construit la centrale de Fukushima, il intervient dans tout son circuit de fonctionnement, à commencer par le combustible. Il faudrait 100 m³ d'eau par heure pour reprendre le dessus. On a envisagé l'envoi de Canadair français, de bateaux, de camions... (...) « L'urgence est internationale et collective. Les jours qui viennent seront déterminants et on doit réagir le plus vite possible. (Audition Assemblée nationale après-midi)

16/03 - S'il y avait des EPR à Fukushima, il n'y aurait pas de fuites possibles dans l'environnement, quelle que soit la situation""Nous allons arriver vers un nucléaire dans des conditions extrêmement fortes de sécurité". "Les caractéristiques d'architecture de l'EPR répondent à un certain nombre de critères de sûreté qui sont au top niveau. Je le constate à chaque fois que je vais sur ce chantier. (AFP)

14/03 - "Nous ne sommes pas dans la situation de Tchernobyl (...) les réacteurs sont arrêtés mais il faut refroidir les combustibles à l'intérieur". « Bien sûr que je suis inquiète. On est en face d'une catastrophe naturelle très importante au Japon avec un tremblement de terre suivi d'un tsunami gigantesque » mais « ce n'est pas une catastrophe nucléaire » (France 2)

14/03 - Extraits interview :

(...) Le monde entier va essayer de comprendre ce qu'il s'est passé au Japon et d'analyser ce que cela signifie pour ses propres centrales nucléaires. En France, il n'y a pas de risque de tsunami, ni de tremblement de terre de cette ampleur. Mais il y a peut-être des leçons à tirer, notamment sur les problèmes d'inondations. Après la tempête de 1999, par exemple, les digues de certaines centrales ont été surélevées.

Le réacteur français de dernière génération, l'EPR, aurait-il résisté au tremblement de terre et au

tsunami ?

A Areva, mon obsession a toujours été la sûreté et la sécurité. C'est la raison pour laquelle nous avons développé ce réacteur de troisième génération, l'EPR, qui intègre toutes les leçons des accidents passés. Ainsi, dans un EPR, même s'il y a fusion du cœur, comme ce fut le cas à Three Mile Island et à Tchernobyl, il n'y aurait pas de sortie de radioactivité, ni dans le sol ni dans l'air. Les éléments radioactifs seraient recueillis dans un gigantesque cendrier qui peut résister à des chaleurs de 1 500 degrés. Cette sécurité a certes un coût mais elle est incontournable. Et l'Autorité de sûreté nucléaire, l'ASN, nous impose de construire des centrales pouvant résister au séisme maximal historique enregistré dans la zone avec une marge de sécurité d'un point supplémentaire dans l'échelle de Richter.

Que répondez-vous aux écologistes qui réclament un référendum en France sur le nucléaire ? Ils surfent sur la vague de l'émotion. Je comprends cette émotion mais elle ne doit pas être instrumentalisée. Il faut que l'on puisse débattre de tout, sans tabou. Bien maîtrisé, le nucléaire permet de produire sans rejet de CO2 de l'électricité 40% moins chère en France que dans le reste de l'Europe et il garantit notre indépendance énergétique. C'est pourquoi nous sommes prêts à expliciter dans la transparence tout ce que les Français veulent savoir. Hors de question, comme je l'ai entendu, de construire des centrales « low-cost » au détriment de la sécurité. Au contraire, nous sommes, en France, d'une vigilance extrême, à la fois sur le design des réacteurs, sur la qualité de l'opérateur, à savoir EDF, et sur l'indépendance de l'Autorité de sûreté.

(Le Parisien . fr / Erwan Benezet et Marc Lomazzi | Publié le 15.03.2011, 07h00)

PIERRE GADONNEIX : ancien PDG d'EDF et président du Conseil mondial de l'énergie.

16 / 03 - L'accident nucléaire au Japon plaide en faveur de la définition de règles mondiales en matière de sûreté nucléaire, à l'instar de ce qui s'est fait dans l'aéronautique.

"Le fait nouveau, c'est qu'il apparaît que le nucléaire, comme d'autres aspects de la sécurité industrielle, ne sont pas nationaux : ils sont mondiaux".

"Clairement, le monde entier est concerné dès lors qu'il y a un incident quelque part sur la planète. Donc je pense qu'il faut aller, et qu'on va aller, vers une gouvernance mondiale".

"On ne peut pas se contenter d'avoir des autorités de sûreté qui, chacune dans leur domaine géographique, définissent des règles et les contrôlent."

Cependant, cette solidarité, qui implique qu'il ne "peut pas y avoir de la concurrence sur la sûreté", revient pour les Etats à abandonner une "forme d'autonomie". "Ce n'est pas neutre sur le plan politique mais je pense que c'est un débat qui va s'ouvrir" (BFM Radio)

ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire)

ASN et Ordre des médecins (lettre aux médecins)

22/03 - (...) Pour les autres personnes habitant la France métropolitaine ou les DOM/TOM, l'ASN et l'Ordre redisent qu'« aucune conséquence sanitaire n'est à craindre car la concentration radioactive de l'atmosphère de l'hémisphère Nord est extrêmement faible du fait de la dilution ».(lequotidiendu medecin.fr)

Philippe JAMET, commissaire de l'ASN

17/03 - La plupart des réacteurs nucléaires au monde seraient "en grande difficulté" s'ils avaient été confrontés aux mêmes catastrophes naturelles qu'a subies la centrale japonaise de Fukushima la semaine dernière." "Très franchement, beaucoup de spécialistes, sinon tous, ont été très surpris de voir qu'on pouvait perdre en même temps l'électricité et la source froide (système de refroidissement, ndlr), c'est cataclysmique".

Marie-Pierre COMETS, commissaire à l'Autorité de sûreté nucléaire

16/03 - "la situation est confuse" à Fukushima. "Elle n'évolue pas favorablement (...) il est de plus en plus difficile d'obtenir des informations fiables" en provenance du Japon

ANDRE CLAUDE LACOSTE, président de l'Autorité française de sûreté nucléaire

22/03 - "Le nuage radioactif (...) à des niveaux extrêmement bas sans aucune conséquence, (...) ordre de grandeur des retombées : 1000 à 10 000 fois moins que les retombées de Tchernobyl (...) aucune conséquences possibles sur la santé des français.

16 / 03 - Il y a des retombées radioactives extrêmement fortes (...). Classement entre l'accident entre Three Mile Island et Tchernobyl. En France quelque soit le scénario, tout laisse à penser que l'impact sanitaire sera nul (...) même si l'on classe l'accident à un niveau 6..

Les Japonais sont moins rigoureux que nous (...) Causes de l'accident : "Il faut se donner le temps d'analyser". Laissons les japonais travailler à résoudre la crise.

Nous avons plus un souci de transparence que les japonais (...)

La France est la seule à avoir eu le courage de se lancer sur la gestion post-accidentelle. Elle est pionnière dans ce domaine.

Le risque sismique est traité en France de façon très sérieuse, celui-ci est limité en France mais concerne quelques régions. (...) La référence est le séisme de Bâle (1356). Je reste ouvert à revisiter ce que nous avons fait. (Audition Assemblée nationale après-midi)

16 / 03 - Il est extrêmement probable que les retombées (de la catastrophe nucléaire au Japon, ndlr) en France n'aient aucun impact sanitaire notable" (AFP)

15 / 03 - Il a déclaré que l'agence avait "le sentiment" que l'accident nucléaire de Fukushima avait atteint un niveau de gravité « au-delà de Three Mile Island (niveau 5) sans atteindre Tchernobyl » (niveau 7 sur 7). (Le Figaro)

HENRI PROGLIO, PDF d'EDF

16 / 03 - (...) on manque de beaucoup d'éléments pour avoir une vision claire des choses (...)

On ne peut pas supprimer les bienfaits du nucléaire en ne gardant en tête que les drames issus de terribles les accidents (...) on vit dans le nucléaire avec l'obsession de la sécurité, c'est le cas chez EDF (...) le vieillissement des centrales n'est pas un danger... c'est une industrie très contrôlée et très transparente fermer les centrales nucléaires vieillissantes serait aussi insensé que de démolir au bout de vingt ans les immeubles parisiens ! ... la décision de Merkel relative aux vieilles centrales est une "décision purement politique" prise dans un moment aux circonstances dramatiques et de conjoncture électorale... le nucléaire est une "formidable" source d'énergie... Soyons fier de ce qui a été réalisé (RTL)

16 / 03 - « La sécurité est une obsession » (Audition Assemblée nationale après-midi)

OMS (Organisation mondiale pour la santé)

12/03/2011 - AFP - *Les risques pour la santé publique causés par les fuites radioactives survenues dans des centrales nucléaires au Japon sont minimales, a estimé aujourd'hui l'Organisation mondiale pour la santé (OMS), alors que l'inquiétude grandit face à la menace nucléaire.*

"D'après ce que l'on sait pour l'instant sur les niveaux de radioactivité, le risque de santé publique est minime pour le Japon", a déclaré un porte-parole de l'OMS, Gregory Hartl. "Cela veut dire que si quelqu'un est touché, les risques ne sont pas très grands", a-t-il précisé.

AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique)

Yukiya Amano, directeur général

18/03 - *Une "course contre la montre" est engagée pour refroidir les réacteurs de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima au Japon. (...) "Le refroidissement est extrêmement important, aussi, je pense qu'il s'agit d'une course contre la montre" (...) L'accident de la centrale étant "très grave", il est important que "la communauté internationale, y compris l'AIEA", participe aux efforts pour sécuriser la situation. L'AIEA doit mesurer le niveau de radioactivité à Tokyo, sans doute dès vendredi soir, selon des propos rapportés par l'agence Jiji. Il espère ainsi "contribuer à rassurer le public japonais" en effectuant des mesures distinctes de celles du gouvernement japonais. (Source Reuters)*

14/03 - *« Il est très improbable que cet accident évolue vers une situation comparable à celle de Tchernobyl. La crise n'a pas été causée par une défaillance humaine ou un défaut de conception ». L'agence onusienne ne minimise pas la gravité de ce qui est en train de se passer, mais les scientifiques qui y travaillent estiment que personne n'aurait pu prévoir la violence du séisme et du tsunami, des phénomènes naturels « aux dimensions cataclysmiques » Il ne veut pas croire que l'accident actuel hypothèque l'avenir du nucléaire civil, source d'énergie qui reste selon lui la plus performante. (rfi)*

14/03 - *" Les centrales nucléaires ont été secouées, inondées, l'électricité coupée. Les réacteurs nucléaires ont tenu et la radioactivité relâchée est limitée". (© 2011 euronews)*

IRSN (Institut de Radioprotection et sûreté nucléaire)

Patrick GOURMELON, expert Santé de l'IRSN

17/03 - *Il est « inutile et contre-indiqué » de prendre, à ce jour, des comprimés d'iode en France.*

Jacques REPUSSARD, directeur de l'IRSN

16/03 après-midi / audition parlementaire sur le nucléaire à l'Assemblée.

« Les retombées radioactives de l'accident nucléaire de Fukushima resteront, à l'échelle de la planète, inférieures à celles provoquées dans les années 50-60 par les essais nucléaires. »

"Nous commençons à voir la fin de la présence sur notre planète du césium des essais nucléaires, l'accident de Tchernobyl en a remis une couche, nous allons en avoir une nouvelle couche, mais ces couches-là sont d'un ordre de grandeur inférieure à ce que nous avons vécu dans les années 60".

"Il faut avoir en tête ces ordres de grandeur, de telle sorte que nos concitoyens ne soient pas inutilement alarmés".

Le "panache radioactif" provoqué par les rejets de la centrale s'étend actuellement "de manière relativement concentrée sur une zone de quelques dizaines de kilomètres autour du site en fonction de la fluctuation des vents, qui globalement vont vers l'Océan Pacifique, mais pas toujours".

"Ce panache finira par atteindre, dans les prochains jours, une zone de plusieurs centaines de kilomètres mais nos calculs montrent que, par exemple à Tokyo, la dosimétrie restera quoi qu'il arrive

sans conséquence sanitaires". A terme, "il y aura une zone fortement contaminée, de l'ordre de 50-60 km autour du site" mais "il n'y aura pas de conséquences dramatiques" au-delà de cette zone.

(Source AFP - Le Figaro.Fr)

14/03 - *On est tous exposés à la radioactivité naturelle. (...) On n'est pas du tout au Japon dans la situation de Tchernobyl (...).* (rfi)

Agnès BUZYN, présidente du CA de l'IRSN, médecin

16/03 matin - *On prend le chemin d'une catastrophe comme Tchnernobyl (...) Le bilan humain va dépendre des doses rejetées et de la capacité à évacuer la population (...) cela dépend du nombre de réacteurs qui vont lâcher dans les jours qui viennent (...) Pour Tokyo, l'évacuation sera peut-être à envisager - pour les zones proches, nous pensons qu'il faut évacuer et que la zone déterminée est insuffisante (...) Il va y avoir un relarguage de poussières radioactives continu dans le temps (...) tout dépend de leur capacité à résoudre les problèmes sur les réacteurs (...) Le relâchement peut durer des mois. Pour l'instant pas de nuage mais nous ne l'excluons pas dans les heures qui viennent.*

Dr Matthew Parliament, président de la CARO-ACRO, président de l'Association canadienne de radio-oncologie

21/03 - *« Pour ce que nous savons, en date du 20 mars en soirée, de l'évolution de la situation au Japon, il est extrêmement peu probable que les personnes vivant sur la côte Ouest du Canada seront exposées à des retombées radioactives qui justifieraient que l'on s'inquiète. »* (Source : News Wire)

Nicolas Foray / INSERM, chercheur à l'INSERM, radiobiologiste, spécialisé dans les questions sur les fortes et faibles doses de radiation

22/03 - Le risque est donc de zéro ?

Le risque n'est jamais de zéro, à partir du moment où les particules sont présentes, elles peuvent toujours nous atteindre. Le risque de ces particules c'est qu'elles peuvent casser l'ADN ou les cellules et dériver en cancer, mais ce risque est très relatif, ce qui le rend minimal. Par comparaison, un individu a plus de chance d'avoir un cancer en prenant le métro, et en étant au contact de personnes qui émettent de la radioactivité, qu'avec l'arrivée de ces particules. Il faut aussi ne pas oublier que les rejets radioactifs de Fukushima sont 1000 fois moins radioactif que ceux Tchernobyl. (interview par Héloïse Leussier/ nouvel obs)

CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité)

17/03 - COMMUNIQUE (extrait)

Suivre en temps réel l'ordre de grandeur de la contamination de l'air est indispensable. Depuis 5 jours, de la radioactivité s'échappe de la centrale nucléaire de FUKUSHIMA DAIICHI sans que l'on puisse évaluer les risques encourus par les populations. On n'a en effet aucune idée des quantités de produits radioactifs relâchées dans l'environnement et aucune cartographie des activités volumiques de l'air n'a été publiée. (...) La CRIIRAD ne souhaite qu'une chose, c'est d'être rassurée sur les niveaux d'exposition de la population. Si les autorités considèrent que les niveaux de risques sont minimales, elles doivent le démontrer, chiffres à l'appui. (...) La zone d'évacuation était encore hier limitée à un rayon de 20 km autour de FUKUSHIMA DAIICHI et consigne était donnée aux personnes résidant dans un rayon de 30 km de se confiner chez elles. Le problème, c'est que le confinement ne peut apporter qu'une protection très provisoire : une habitation n'a rien d'une enceinte étanche : en quelques heures tout le volume d'air intérieur est renouvelé.

(...) Le fait de connaître les niveaux de contamination des paramètres clefs de l'environnement n'est certes pas une garantie de protection. Il est en revanche certain que l'absence de données ne peut

qu'empirer les choses. L'opacité n'a jamais profité à la défense des intérêts sanitaires de la population. Tchernobyl l'a clairement démontré.

16/03 - COMMUNIQUE (extrait)

(...) Depuis plusieurs jours, l'augmentation des niveaux de rayonnements à 100, 200 km, voire 300 km de la centrale nucléaire de Fukushima traduit le passage des masses d'air contaminé :

- Multiplication par 1 000 du débit de dose le 13 mars à 120 km au nord-nord-ouest ; valeurs encore 100 fois supérieures à la normale hier 15 mars ;
- Multiplication par 100 du débit de dose à 75 km au sud (villes de la préfecture d'Ibaraki ;
- Multiplication par 16 du débit de dose à Tokyo, à 270 km au sud.

Ces augmentations s'expliquent par la présence de produits radioactifs (gaz, halogènes, aérosols...) que les personnes présentes incorporent en respirant.

Or aucune information n'a été publiée sur l'activité volumique (en Bq/m³) des radionucléides présents (césium 137, iode 131...). L'absence de toute donnée chiffrée sur le niveau de contamination de l'air, paramètre clef de la gestion de crise, empêche d'évaluer le niveau de risque réellement encouru par la population.

Cette carence est d'autant plus préoccupante que les élévations des débits de dose peuvent correspondre - correspondent très probablement - à des niveaux de contamination de l'air qui n'ont rien de négligeables (contrairement aux différentes déclarations entendues jusqu'à présent) et qui nécessitent des mesures de précaution. Les habitants ont droit à cette information.

Les habitants vivent depuis plusieurs jours sous la menace d'une catastrophe nucléaire et ne savent quasiment rien des niveaux de radioactivité auxquels ils sont exposés.

MICHELE RIVASI, députée européenne d'Europe Ecologie et fondatrice de la CRIIRAD

14/03 - « Dans ces trois pays (France Russie et Japon), le nucléaire a été imposé à la population.

(...) Le sentiment qu'on a aujourd'hui, en France, c'est qu'il faut toujours attendre une catastrophe pour obtenir plus de démocratie sur le nucléaire : cela me semble malheureusement un passage obligé. Car la formation de nos énarques, de nos techniciens, c'est de penser pour les gens. » (...)

En France on a toujours refusé le débat sur la question du nucléaire. A chaque fois qu'il y a eu débat, ça a été des débats « gadgets ». Jamais on n'a demandé leur avis aux citoyens, c'est pour cela qu'il faut demander un référendum : je suis tout à fait d'accord avec Cohn-Bendit et Hulot sur ce point. » (Propos recueillis par Pierre Siankowski)



4 - SYNDICATS

Marie-Claire Cailletaud, CGT-Energie

22/03 - Nous réclamons depuis longtemps déjà un débat autour des questions énergétiques. La question de l'énergie est une question centrale pour aujourd'hui et pour demain, pour plusieurs raisons.

(...) Nous estimons que la réponse doit prendre en compte toutes les énergies disponibles. C'est ce que nous appelons le "mix" énergétique. Ce "mix" énergétique doit être différent en fonction de la géographie des pays et de leur maîtrise technologique. Donc toutes les ressources vont devoir être utilisées. Les énergies renouvelables en font naturellement partie. Il faut accélérer la recherche, en

particulier sur le photovoltaïque, qui a des marges de progression importantes, et développer une vraie filière. C'est une toute autre politique qui est menée en France aujourd'hui.

(...) Je suis entièrement d'accord sur le fait de revoir notre mode de consommation ainsi que nos modes de production. Bref, la façon dont nous nous développons. Nous devons faire des économies d'énergie. Cela nécessite par exemple d'avoir une politique d'isolation de l'habitat, de revoir tout l'urbanisme afin d'éviter des modes de déplacement très consommateurs d'énergie. Après, il faut poser la question de la société dans laquelle on veut vivre. Est-ce qu'on souhaite avoir un pays qui conserve une industrie ou non ? Car quand on parle d'énergie et d'électricité, il faut parler avec des ordres de grandeur. Il est impossible aujourd'hui de se passer du nucléaire uniquement avec du renouvelable et des économies d'énergie. Cela impliquerait de réduire de 50 % notre consommation. La question qui se pose est de savoir où nous faisons ces réductions.(le Monde.fr)

PATRICK PIERRON, secrétaire national de la CFDT

16/03 - Communiqué de presse n°19 : Energie nucléaire / La France doit ouvrir un débat

(...) Cette situation soulève des questions sur la place du nucléaire, dans le monde, en Europe et en France. Le drame qui se profile au Japon rappelle brutalement que l'absence totale de risque n'existe pas. Devant la gravité de la situation, la démagogie et les amalgames ne sont pas acceptables. L'esprit de responsabilité doit prévaloir.

La CFDT demande un large débat de société. Celui-ci devra porter sur l'ensemble de la filière nucléaire, notamment la sûreté des centrales, leur démantèlement en fin de vie et la gestion des déchets, ainsi que sur l'état du parc nucléaire français. Depuis des années, la CFDT veut une politique énergétique française et européenne qui mixe différents moyens de production de façon équilibrée. Concernant la France, la CFDT souhaite que la part du nucléaire soit ramenée à 60 % du bouquet énergétique. La prise en compte du risque devra être partie intégrante de la discussion, ainsi que sa prévention et son encadrement. Les populations doivent être informées en toute transparence des choix effectués, des risques encourus et des réponses à apporter. Au-delà du nucléaire, la question posée est plus largement celle des choix énergétiques et politiques pour notre modèle futur de développement et de croissance.



5 - INTERNATIONAL

ITALIE :

23/03 - Le gouvernement italien de Silvio Berlusconi a décidé mercredi de faire une pause d'un an dans son calendrier de retour au nucléaire en raison des événements dramatiques à la centrale japonaise de Fukushima.

"Le moratoire a été approuvé en conseil des ministres et est valable à partir de ce jour", a indiqué cette source. "Cela signifie que toutes les procédures devant aboutir à la définition des sites et à la réalisation des centrales sont suspendues pour 12 mois" (AFP)

22/03 - Le ministre italien du Développement, Paolo Romani, a déclaré qu'il proposerait mercredi en conseil des ministres le moratoire, qui porte sur des études de sites potentiels pour la construction de centrales nucléaires, rapporte ANSA.

Les parlementaires hostiles au nucléaire estiment qu'il s'agit d'une manoeuvre destinée à influencer le référendum prévu cette année sur les projets nucléaires du gouvernement. Ils soutiennent qu'en retirant ces projets du programme politique pour un an, la population italienne sera moins encline à voter contre l'énergie nucléaire.(THE ASSOCIATED PRESS)

SUISSE : canton de Bâle Ville et Bâle Campagne

22/03 - GENEVE - Les cantons suisses de Bâle Ville et Bâle Campagne ont appelé mardi la France à fermer sa centrale nucléaire de Fessenheim, estimant qu'elle avait besoin d'être contrôlée minutieusement à la suite de l'accident au Japon. *"Les gouvernements des cantons de Bâle Campagne et de Bâle Ville demandent aux autorités françaises et à EDF d'éteindre et de fermer immédiatement la centrale nucléaire de Fessenheim jusqu'à ce qu'elle ait fait l'objet d'un contrôle minutieux prenant en compte les événements au Japon". "Le dernier accident nucléaire grave qui vient de survenir au Japon renforce notre opinion que la centrale nucléaire de Fessenheim représente une menace sérieuse pour la population de la région (Source : Romandie News ©AFP)*

EUROPE :

18/03 - Le premier ministre autrichien, Werner Faymann, président du Parti social-démocrate (SPÖ) et son homologue allemand, Sigmar Gabriel (SPD), qui, lui, est dans l'opposition, ont annoncé, jeudi 17 mars, le lancement d'une initiative pour que les citoyens européens puissent se prononcer sur le sujet du nucléaire. (...) Un million d'Européens devront soutenir leur initiative pour pouvoir saisir la Commission (© Le Monde)

18/03 - **Maria Roth-Bernasconi, Conseillère nationale** au parlement fédéral suisse, est intervenue au Conseil national à propos de la centrale nucléaire de Bugey pour poser la question suivante au gouvernement suisse : *Qu'entreprend le Conseil fédéral pour inciter le gouvernement français à arrêter cette centrale nucléaire, un vrai danger pour la population genevoise ?" (Source ContrAtom)*

Günther OETTINGER, commissaire européen à l'énergie

16 /03 - a affirmé lors d'un entretien à Arte, qu'il pensait que tous les réacteurs nucléaires *"ne satisfaisaient pas tous aux plus hautes normes de sécurité"*

ALLEMAGNE - ANGELA MERKEL

24/03 - La crise nucléaire au Japon "est un événement qui bouleverse le monde et va le changer. Et c'est pourquoi je pense qu'il est juste d'observer une pause de réflexion." "Plus tôt on sortira de l'énergie nucléaire, mieux ce sera."

Pour le ministre de l'Economie, Rainer Brüderle, ce sont les élections régionales prévues dimanche qui ont poussé Angela Merkel à cette brusque volte-face, rapporte le Süddeutsche Zeitung de jeudi, qui s'est procuré une copie du procès-verbal de cette réunion. "Avec la perspective des élections à venir, la pression sur les politiques grandit et les décisions prises ne sont, de ce fait, pas toujours rationnelles", aurait jugé le ministre.

Mais Angela Merkel joue la carte de la prudence, en se gardant bien de fixer un calendrier. "La sortie du nucléaire devra se faire avec prudence" et le débat devra se dérouler sur "des bases rationnelles" "Discuter de façon rationnelle, cela signifie qu'il ne sert à rien de fermer des centrales nucléaires si c'est pour importer de l'énergie nucléaire de chez nos voisins", a-t-elle précisé, allusion à peine voilée à la France.

Les géants de l'énergie, qui l'an dernier étaient invités à la chancellerie pour défendre leurs réacteurs, ont été pris de court par la volte-face du gouvernement. Même entourée de précaution, la sortie du nucléaire prônée par Angela Merkel sera difficile à avaler pour les quatre géants allemands de l'énergie, EON, RWE, EnBW et Vattenfall, tous opérateurs de centrales nucléaires. (le JDD.fr)

18/03 - Jeudi au Bundestag, lors d'une séance très animée, la chancelière Angela Merkel a affirmé vouloir, elle aussi, accélérer le passage aux énergies renouvelables. Face à une opposition qui l'accuse d'électorisme - des élections importantes ont lieu dans trois Etats-régions les 20 et 27 mars -, la chancelière estime que " la situation a changé ". Ce que l'on considérait comme invraisemblable ne l'est pas. Il faut donc revoir, selon elle, la politique nucléaire à l'aune de nouveaux critères de sécurité (© Le Monde)

17/03 - La chancelière allemande Angela Merkel a déclaré jeudi ne pas s'attendre à ce que l'économie

mondiale soit considérablement pénalisée par la catastrophe au Japon, soulignant par ailleurs que Berlin ne pouvait se passer de l'énergie nucléaire à court terme.

La chancelière, qui a décidé lundi de suspendre l'accord prolongeant la durée de vie des centrales atomiques en Allemagne, a jugé que l'électricité nucléaire restait une source d'énergie peu onéreuse, "passerelle" vers les énergies renouvelables. Angela Merkel a indiqué qu'elle présenterait un calendrier clair d'accélération de la mutation énergétique de l'Allemagne. Elle a dit travailler avec le président français Nicolas Sarkozy sur des initiatives au sein du G20 pour renforcer la sécurité dans le secteur du nucléaire et a jugé que le problème des déchets nucléaires ne pouvait être laissée aux générations futures et devait être réglé dès aujourd'hui. (Le Figaro.fr / REUTERS)



6 - MEDIAS / associations / divers

Maître Ludot, avocat rémois

24/03 - Maître Ludot, avocat rémois, n'a pas attendu le passage du nuage radioactif sur la France pour réagir. Le pénaliste a saisi en fin de semaine dernière le tribunal de grande instance de Paris, plus précisément le pôle de santé public, lui demandant de nommer un expert. « Son objectif est double », « Il s'agit de vérifier la façon dont se fait la collecte de la radioactivité et surtout comment l'information est diffusée auprès du public ». Il s'agit pour lui de ne pas réitérer les erreurs de 1986, lors du passage du nuage après l'explosion de Tchernobyl. « Je refuse d'entendre dire qu'il n'existe aucun danger pour la population française. Ce serait inadmissible ! »

(Source : L'Union de l'Ardenais)

Yann Arthus-Bertrand, Président de la Fondation GoodPlanet

/ Isabelle Autissier, Présidente du WWF France

/ Franck Laval, Président d'Ecologie sans frontière

/ Serge Orru, Directeur général du WWF France

/ Jean-Marc Roirant, Secrétaire général de la Ligue de l'enseignement

Lettre ouverte au Président de la République

17/03 - *Il est temps de débattre démocratiquement de l'avenir énergétique de notre pays (...)* Mettons dans la balance les avantages et inconvénients de chaque source de production énergétique, observons les créations d'emplois que peuvent induire un système de production énergétique décentralisé (multiples sources inépuisables réparties régulièrement), mesurons les co-bénéfices sur la santé et l'environnement, sur l'économie et le cadre de vie, et inventons un monde qui nous donne envie de nous investir ! Aujourd'hui, il y a comme un surprenant aveuglement à rester dans l'impasse de l'électro-nucléaire, alors que la sobriété et l'efficacité énergétique couplées au bouquet d'énergies renouvelables, inoffensives pour l'homme et créatrices d'emplois, sont à portée de main. Sobriété, efficacité et énergies renouvelables : voilà le trio gagnant d'une politique énergétique. Les missions de chacun devront être clairement définies, tout comme les modalités de clôture, de restitution et de mise en œuvre. Ce débat, initié le plus tôt possible, s'étalera sur une durée de 6 mois permettant ainsi à la pluralité des acteurs de s'exprimer sur l'avenir énergétique de la France.

Monsieur le Président, nous devons tirer les leçons de la situation dramatique que connaît le Japon en prônant la transparence pour mieux comprendre et anticiper. Le droit pour les populations à connaître les risques encourus et à choisir leur modèle énergétique est un droit élémentaire au 21ème siècle.

(...)

Philippe Thureau-Dangin/Courrier International

17/03 - "Même si certains médias ont pu exagérer les périls (que l'on ne connaît pas encore avec exactitude), même si les Japonais font montre, comme toujours, d'un courage, d'une cohésion et d'un fatalisme extraordinaires (difficile ces derniers jours de trouver dans la presse nipponne des articles critiques), il n'en reste pas moins que le mot "nucléaire" passe désormais pour un gros mot, synonyme de danger et non pas d'énergie propre. "

Presse écrite :

16/03 - la presse quotidienne argumente mercredi 16 mars sur la nécessité de débattre sur la place et l'avenir du nucléaire civil en France.

- **Ouest-France, Bernard Le Solleu** estime que "Fukushima impose le débat sur l'avenir du nucléaire civil" car cette centrale "maudite" est "un rappel au bon sens et à la prudence."

- **Patrick Fluckiger (L'Alsace)**, il faut "qu'on arrête de prendre les Français pour des imbéciles en prétendant que la technologie hexagonale ne comporte pas de dangers !"

- **Jacques Guyon dans la Charente Libre** : Mais on est encore loin d'un vrai débat (...) Pour l'instant, on nous promet un "retour d'expérience", une "formule de perlimpinpin". "Peut-être même, si nous sommes sages, peut-on envisager un débat...",

Xavier Panon (La Montagne) : "on sent que déferle un tsunami de défiance envers cette source d'énergie d'autant plus inquiétante désormais que les certitudes sécuritaires ont volé en éclat".

Le Journal de la Haute-Marne / Patrice Chabanet veut calmer le... débat : "la vérité ne sortira pas de la polémique mais d'une juste appréciation du risque nucléaire.

- **La Marseillaise, Rolland Martinez** exige "un vrai débat non pas pour ou contre le nucléaire, mais sur quelle politique énergétique demain, avec quelles énergies, avec quels investissements et pour répondre à quels besoins."

- **L'Humanité, Patrick Apel-Muller** : "la maîtrise publique du secteur est impérative" car comment serait-il "possible de laisser une technologie aussi sensible aux mains de multinationales ou de fonds d'investissement uniquement motivés par le profit ?"

- **Didier Louis (Le Courrier Picard)** : "Tandis que le gouvernement paraissait se rallier à l'idée d'un débat, le Président le refermait aussitôt, excluant une sortie du nucléaire". "Un consensus s'installait entre l'UMP et le PS pour envisager un audit du parc nucléaire et refuser le référendum demandé par les Verts".

(source : Nouvelobs.com avec AFP)

BENJAMIN DESSUS, Président de Global Chance

18/03 - « Ce n'est sûrement pas en se contentant de « communiquer » avec hauteur sur l'excellence spécifique d'une technologie nucléaire française qui nous mettrait à l'abri de tout problème, mais en mettant les informations sur la table, en admettant d'ouvrir le débat, en mettant d'urgence au point un plan Orsec de réponse à une crise nucléaire majeure du genre de celle que connaissent les Japonais aujourd'hui, en mettant en discussion des scénarios alternatifs qui se passeraient, à terme, de nucléaire, que nos gouvernants et nos élus rempliraient leur rôle. « (Source : Les Echos)

FREDERIQUE LEMARCHAND, Sociologue

18/03 - « Dans la mesure où les effets de la contamination durable s'étendent sur le vivant, et avec lui (mutagénèse, carcinogénèse, transmission intergénérationnelle), nous pouvons dire qu'ils colonisent l'avenir et n'offrent aucune possibilité d'échapper au destin tragique : aucune culture, future bouddhiste, n'est prête à affronter ce pari.

Tchernobyl nous a enseigné que seul le déni du risque constitue, mais à quel prix, la possibilité de vivre en zone contaminée, à partir du moment où aucune possibilité de choix n'est offerte, notamment celui d'une alternative, d'une fuite.

(...) **Le nucléaire est ou fut d'abord le choix des Etats puissants pour assurer leur domination politique et non celui des sociétés pour leur confort énergétique**

(...) **L'accident de Fukushima était, en ce sens, prévisible au sens où il fait partie du projet, il y est inclus.** (Source : Les Echos)

